

Le ministre de la Justice,
Procureur général et ministre délégué
à la Réforme électorale

PDCSE
h.
cc: Sec

SAINTE-FOY, June 10, 1994

Mr. James Towey
Secretary
Department of Health and
Rehabilitative Services
1317 Winewood Blvd.
Tallahassee, FLORIDA 32399-0700


Dear Sir,

I am pleased to inform you that,
on March 9 of this year, the Gouvernement du Québec
designated Florida for the purposes of Québec's Act
respecting reciprocal enforcement of maintenance orders in Quebec
(R.S.Q., c. E-19).

Enclosed is a copy of the Order
in Council that was made for this purpose.

The officials of the ministère
de la Justice du Québec who are responsible for applying
the above-mentioned Act will soon be contacting the
officials of your administration in order to work out
procedures for applying our respective pieces of
legislation.

Yours truly,


Roger Lefebvre
Minister of Justice

RECEIVED

JUN 27 1994

Office of the Secretary

Encl.

Le ministre de la Justice,
Procureur général et ministre délégué
à la Réforme électorale

Sainte-Foy, le 10 juin 1994

Monsieur James Towey
Secretary
Department of Health and
Rehabilitative Services
1317 Winewood Blvd.
Tallahassee, FLORIDA 32399-0700

Monsieur,

Il me fait plaisir de vous in-
former que le Gouvernement du Québec a, le 9 mars der-
nier, désigné la Floride aux fins de l'application de la
*Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentai-
res*, (L.R.Q., c. E-19).

Vous trouverez, ci-jointe, une
copie du décret adopté à cette fin.

Les fonctionnaires chargés de
l'application de cette loi au ministère de la Justice du
Québec entreront sous peu en communication avec les res-
ponsables de ce dossier au sein de votre administration
afin de préciser les modalités d'application de nos lé-
gislations respectives.

Veuillez agréer, Monsieur, l'ex-
pression de mes sentiments distingués.


Roger Lefebvre

P.J.



DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 339 - 94

CONCERNANT la désignation de certains
États américains aux fins de l'application
de la Loi sur l'exécution réciproque
d'ordonnances alimentaires

9 MARS 1994

---0000000---

ATTENDU QU'il est opportun de faciliter le recours des personnes qui, au Québec ou dans les États américains ci-après énumérés, ont des créances alimentaires à faire valoir à l'encontre des débiteurs résidents ou domiciliés dans l'autre État;

ATTENDU QUE l'article 10 de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires (L.R.Q., c. E-19) autorise la désignation par décret de tout État, province ou territoire dans lequel le gouvernement estime qu'il existe une législation substantiellement semblable à la loi québécoise et permettant l'exécution d'un jugement portant condamnation à des aliments rendu au Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec estime que les dispositions législatives en matière d'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires en vigueur dans les États américains ci-après énumérés sont substantiellement semblables à la loi québécoise et qu'elles permettent l'exécution de jugements portant condamnation à des aliments rendus au Québec;

ATTENDU QU'il est de l'intérêt des personnes résidentes ou domiciliées au Québec que les États américains ci-après énumérés soient désignés aux fins de l'application de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires;

ATTENDU QUE les autorités concernées des États américains ci-après énumérés ont manifesté le désir de voir les personnes résidentes ou domiciliées dans leur État bénéficier des avantages de notre Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires et ont déjà désigné le Québec comme État réciproque.

ATTENDU QUE l'article 10 de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires (L.R.Q., c. E-19) autorise la désignation par décret de tout État, province ou territoire dans lequel le gouvernement estime qu'il existe une législation substantiellement semblable à la loi québécoise et permettant l'exécution d'un jugement portant condamnation à des aliments rendu au Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec estime que les dispositions législatives en matière d'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires en vigueur dans les États américains ci-après énumérés sont substantiellement semblables à la loi québécoise et qu'elles permettent l'exécution de jugements portant condamnation à des aliments rendus au Québec;

ATTENDU QU'il est de l'intérêt des personnes résidentes ou domiciliées au Québec que les États américains ci-après énumérés soient désignés aux fins de l'application de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires;

ATTENDU QUE les autorités concernées des États américains ci-après énumérés ont manifesté le désir de voir les personnes résidentes ou domiciliées dans leur État bénéficier des avantages de notre Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires et ont déjà désigné le Québec comme État réciproque.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice et du ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles:

QUE les États de la Californie, la Floride, le Massachusetts, le New Jersey et la Pennsylvanie soient désignés comme États réciproques, conformément à l'article 10 de la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires;

QUE cette loi s'applique, à compter de l'adoption du présent décret, aux jugements portant condamnation à des aliments rendus dans ces États;

QUE le présent décret soit publié à la *Gazette officielle du Québec*.

COPIE CONFORME
LE GREFFIER ADJOINT
DU CONSEIL EXÉCUTIF

Jean-Pierre Vaillancourt



OFFICE OF THE ATTORNEY GENERAL

DEPARTMENT OF LEGAL AFFAIRS

THE CAPITOL

TALLAHASSEE, FLORIDA 32399-1050

ROBERT A. BUTTERWORTH

*Attorney General
State of Florida*

DECLARATION OF RECIPROCITY

Pursuant to s. 88.0405, F.S., and for the reasons set forth in the attached opinion, I hereby declare the Province of Quebec to be a reciprocating state for purposes of Ch. 88, F.S., the Revised Uniform Reciprocal Enforcement of Support Act, commencing June 4, 1991.

Robert A. Butterworth
Attorney General



OFFICE OF THE ATTORNEY GENERAL

DEPARTMENT OF LEGAL AFFAIRS

THE CAPITOL

TALLAHASSEE, FLORIDA 32399-1050

ROBERT A. BUTTERWORTH
Attorney General
State of Florida

June 4, 1991

Mr. Robert B. Williams
Acting Secretary, Department of
Health and Rehabilitative Services
1317 Winewood Boulevard
Tallahassee, Florida 32399-0700

Dear Secretary Williams:

You have requested this office declare the Province of Quebec, Canada, to be a reciprocating state for purposes of Ch. 88, F.S., the Revised Uniform Reciprocal Enforcement of Support Act (1968).

Section 88.0405(1), F.S., provides that the Attorney General may declare a state of a foreign nation to be a reciprocating state for purposes of Ch. 88, F.S., if he finds that reciprocal provisions are available in the state of a foreign nation for the enforcement of support orders issued in the State of Florida.¹ This office has been supplied with copies of the pertinent provisions of the laws of the Province of Quebec relating to the enforcement of support orders.

Pursuant to s. 10, R.S.Q.c.E-19, An Act Respecting Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (Act):

The Government may by order designate any state, province or territory which it considers to have legislation substantially similar to the provisions of this Act that authorizes the execution of judgments ordering payment of maintenance rendered in Quebec. . . .

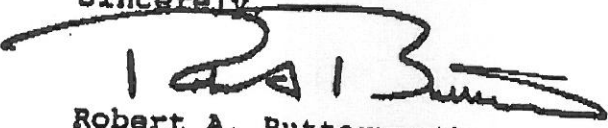
A judgment rendered in a state designated under s. 10 ordering payment of maintenance may be executed in Quebec in accordance with the conditions and formalities prescribed by the Act. The Act provides that the Attorney General shall transmit a copy of the judgment to the prothonotary of the Superior Court of the district where the defendant is domiciled or resides, or if that place is not indicated, to the prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec.² Upon receipt, the prothonotary shall inscribe the date of its receipt and deposit it in the archives

Mr. Robert B. Williams
Page Two

of his office.³ The judgment then produces the same effects, particularly as to its execution, as if it had been rendered by a court sitting in Quebec.⁴

It, therefore, appears that reciprocal provisions for the enforcement of support orders issued in the State of Florida are available under Quebec law. I am, therefore, of the opinion that pursuant to s. 88.0405, F.S., the Province of Quebec may be declared to be a reciprocating state.

Sincerely,



Robert A. Butterworth
Attorney General

RAB/tgk

¹ And see, s. 88.031(18), F.S., defining "[s]tate" for purposes of Ch. 88, F.S., to include "any foreign nation or state of a foreign nation declared pursuant to s. 88.0405 to have similar reciprocal provisions."

² R.S.Q.C.E-19, s. 2.

³ R.S.Q.C.E-19p, s. 3.

⁴ Id.